## POLÉMIQUE AUTOUR DE L'ANP

# Bouteflika joue l'apaisement

***Abdelaziz Bouteflika intervient lourdement dans la grande polémique, déclenchée depuis quelques jours, autour de la place, du rôle et du devenir du très sensible Département du renseignement et de la sécurité, le DRS, et de son patron, Mohamed Médiene, dit Toufik. Une polémique certes lancée publiquement par Amar Saâdani mais que tout le monde sait, en fait, qu'elle n'est que la face visible du bras de fer entre l'axe Bouteflika-Gaïd Salah et l'homme fort des services.***

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir) -** L'enjeu étant bien entendu le contrôle du pouvoir et, à court terme, l'issue de la prochaine présidentielle.

Hier, et saisissant l'opportunité que lui offrait la commémoration de la Journée nationale du Chahid, Bouteflika surprenait par une très longue lettre, aux allures d'un vrai discours à la nation pour «s'extraire» de ladite polémique et se placer dans le rôle d'arbitre, de véritable patron de l'armée. «Je m'adresse aux uns et aux autres.»

Cette phrase en particulier revenait à plusieurs reprises dans le discours écrit de Bouteflika. «Nul n'est en droit de régler ses comptes personnels avec les autres au détriment des intérêts suprêmes de la nation, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. L'heure n'est plus à l'insulte et aux invectives», tranche-t-il comme pour signifier la fin d'une récréation dont il était pourtant l'acteur principal. Et, pour la première fois depuis son accession au pouvoir, Bouteflika évoque le DRS en le nommant.

«Ces quelques rappels ont pour objectif de réaffirmer que, contrairement aux allégations et aux spéculations rapportées par voie de presse, au préjudice de la stabilité de l'Etat et de l'Armée nationale populaire, le Département du renseignement et de la sécurité reste pleinement mobilisé pour la bonne exécution des missions qui lui incombent, à l'instar des autres composantes de l'armée.» Bouteflika ira plus loin encore.

«Ce message s'adresse aux uns et aux autres avec toute la franchise que me dictent la sacralité de la Constitution et la fidélité aux sacrifices des Chouhada. Les adversaires occultes et déclarés exploitent cette situation préjudiciable pour tenter d'imposer la thèse du conflit interne au sein de l'armée en présentant le Département du renseignement et de la sécurité comme

Photo : Samir Sid

Abdelaziz Bouteflika.

une structure agissant en violation des règles qui régissent ses missions et attributions.»

Pour Bouteflika, l'on n'est, en fait, que face à un «processus de déstabilisation bien élaboré par tous ceux que le poids de l'Algérie et son rôle dans la région dérangent». Cela, avant de lancer cette remarque assassine : «Ce processus peut, malheureusement, être favorisé par le comportement irresponsable des uns et le manque de maturité des autres, sous l'influence des différents volets de la guerre médiatique menée présentement contre l'Algérie, la présidence de la République, l'Armée nationale populaire et le Département du renseignement et de la sécurité.» Un tantinet paternaliste : «L'ensemble des responsables doivent mobiliser leur conscience patriotique et réduire toutes les formes de tension qui viendraient à survenir entre eux. Il y va de l'avenir de l'Etat, de sa défense et de sa sécurité.»

Il évoquera aussi le contexte régional et les menaces réelles qui entourent le pays pour enfoncer le clou.

Il écrira ainsi que «compte tenu des menaces tangibles qui s'exercent présentement sur l'Algérie, au regard des situations sécuritaires actuelles à ses frontières, je demande à tous les responsables concernés de prendre toutes les mesures requises, afin de rétablir la bonne mesure de concertation et de saine coopération à tous les niveaux, et de faire en sorte que chaque responsable et chaque structure agissent conformément aux dispositions réglementaires qui régissent leurs activités, dans l'intérêt suprême du pays.»

Le locataire d'El Mouradia a, dans le même message rappelé qu'en 2006, il avait «ordonné une restructuration des services». Mais n'évoquera pas, pour autant, la «restructuration» opérée récemment et qui, dans les faits, attribue depuis un ascendant net de Gaïd Salah qui chapeaute outre l'état-major, plusieurs directions du même DRS.

Bouteflika parlera, par ailleurs, du sujet «brûlant» de l'heure, la présidentielle.

Il la qualifie d'«un rendez-vous important, une nouvelle étape censée permettre à l'Algérie de consolider ses acquis dans tous les domaines, qu'il s'agisse de l'Etat de droit, du renforcement de la pratique démocratique, du respect des droits de l'Homme ou de la justice sociale et du développement économique à travers l'ensemble du territoire nationale».

Des «acquis» qu'il s'attribue, bien entendu, et que ne cesse de claironner un Abdelmalek Sellal depuis des mois.

**K. A.**

## SAÂDANI NIE ÊTRE VISÉ PAR LA LETTRE DE BOUTEFLIKA

# Intrigante logique jusqu'au-boutiste

***Le secrétaire général du Front de libération nationale ne s'estime pas «directement concerné» par les accusations contenues dans la lettre du président de la République. Pour Amar Saâdani, ce message n'est qu'une étape avant l'annonce officielle de la candidature de Abdelaziz Bouteflika à un quatrième mandat.***

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir) -** Amar Saâdani refuse de reconnaître qu'il est la principale cible de la mise au point de Abdelaziz Bouteflika.

Le patron du FLN l'a encore une fois répété, hier, dans une déclaration au site électronique *Tout sur l'Algérie*. Il estime ne pas être «concerné directement» par la teneur de ce message. Pourtant, les accusations du chef de l'Etat sont très claires : «Des déclarations irréfléchies de certaines hautes personnalités publiques, relayées par des commentaires de tous bords, ont donné matière, aux médias nationaux et étrangers, à des commentaires et des supputations attentatoires à l'unité de l'Armée nationale populaire. Les adversaires, occultes et déclarés, exploitent cette situation préjudiciable pour tenter d'imposer la thèse du conflit interne au sein de l'Armée nationale populaire en présentant le Département du renseignement et de la sécurité (DRS) comme une structure agissant en violation des règles qui régissent ses missions et attributions. Cette perception des réalités dénuée d'objectivité impose, à tous les responsables, un effort urgent et efficient pour qu'il soit immédiatement mis fin à cet état de fait.» Il est utile de revenir sur les propos tenus par Amar Saâdani dans l'entretien accordé à *TSA* le 3 février pour confirmer qu'il est bien l'auteur de la première salve contre les militaires et le chef du Département du renseignement et de la sécurité, le général-major Mohamed Mediene.

«Belayat dit à son entourage qu'il est mandaté par "Si Ali" qui est le général Toufik. Belayat travaille sous les ordres de Si Toufik. Ce dernier est impliqué dans cette tentative de déstabilisation qui vise le parti et son secrétaire général. Personnellement, lorsque j'ai évoqué l'opportunité de séparer le DRS du politique, j'ai visé principalement le département de la sécurité intérieure et j'ai épargné les deux autres départements du DRS qui sont la sécurité militaire et la sécurité extérieure. Il faut savoir que c'est le département de la sécurité intérieure qui a gardé toujours un lien et une proximité avec la classe politique, la presse et la justice. J'ai dit et je le répète, ce département a interféré dans le travail de la justice, des médias et des partis politiques. Pour le FLN, des colonels ont approché des membres du Comité central pour me destituer. La sécurité intérieure ne peut pas nier qu'elle agit sous les ordres du général Toufik. Ce département outrepasse ses prérogatives.»

Mais ses principaux griefs, Saâdani les a concentrés sur des dossiers relevant de la sécurité de l'Etat. «Ce département avait failli dans la protection et la sécurité du président Mohamed Boudiaf. Il n'a pas su protéger Abdelhak Benhamouda, ni les moines de Tibehirine, ni les bases de pétrole dans le Sud, ni les employés des Nations unies en Algérie, ni le Palais du gouvernement. Cette direction n'a pas su bien protéger le Président

Photo : Samir Sid

Amar saâdani.

Bouteflika à Batna où il avait été la cible d'une tentative d'assassinat. A mon avis, Toufik aurait dû démissionner après ces échecs», a déclaré Saâdani.

Ce à quoi Bouteflika répond : «Nul n'est en droit d'attenter aux fondements de l'édifice républicain ni aux acquis. Nul n'est en droit, quelles que soient ses responsabilités, de se placer au-dessus des dispositions de la Constitution et des lois de la République. Nul n'est en droit de régler ses comptes personnels avec les autres au détriment des intérêts suprêmes de la nation tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Ces quelques rappels ont pour objectif de réaffirmer clairement que, contrairement aux allégations et aux spéculations rapportées par voie de presse au préjudice de la stabilité de l'Etat et de l'Armée nationale populaire, le Département du renseignement et de la sécurité reste pleinement mobilisé pour la bonne exécution des missions qui lui incombent, à l'instar des autres composantes de l'Armée nationale populaire.»

Hier, dans sa déclaration à *TSA*, Amar Saâdani a tenté de tourner la situation à son profit. Ainsi, cette lettre incendiaire «précède, en fait, l'annonce de sa candidature à la présidentielle». De nouvelles réactions sont attendues aujourd'hui puisque le secrétaire général du FLN a convoqué une réunion du Bureau politique.

**T. H.**